

Pourquoi l'Amazonie Bleue deviendra le cœur énergétique du Brésil au XXI^e siècle : Souveraineté énergétique, minerais critiques et la réinvention maritime de la puissance brésilienne



Par Antoine Bachelin Sena.

Résumé exécutif

Le Brésil a longtemps concentré sa projection stratégique sur sa dimension de puissance continentale. L'Amazonie terrestre, l'agro-industrie, l'occupation de l'intérieur et l'intégration territoriale ont dominé l'imaginaire géopolitique national. Cependant, cette perception est devenue progressivement insuffisante face aux transformations énergétiques, technologiques et géoéconomiques du XXI^e siècle.

Une mutation silencieuse est déjà en cours.

Le centre de gravité énergétique du Brésil se déplace de plus en plus vers la mer.

L'Amazonie Bleue — territoire maritime brésilien d'environ 5,7 millions de km², soit l'équivalent de 67 % de la superficie continentale du pays — a cessé d'être une simple zone périphérique de pêche, de navigation ou de défense navale. Elle se consolide progressivement comme un espace vital pour la souveraineté nationale, rassemblant pétrole offshore, gaz naturel, minerais critiques des fonds marins, potentiel éolien offshore, routes commerciales stratégiques, câbles sous-marins et actifs fondamentaux de l'économie numérique.

Ce processus se déroule dans un contexte international marqué par l'intensification de la compétition pour les ressources stratégiques.

Tandis que les grandes puissances accélèrent leurs investissements dans les chaînes d'approvisionnement critiques — de la course aux terres rares à la

minéralogie sous-marine —, le Brésil fait face à une décision historique : continuer à traiter sa dimension maritime comme une extension secondaire de son territoire national, ou assumer pleinement sa vocation de puissance océanique.

Le débat autour de la Marge Équatoriale, du pré-sal et de l'Élévation du Rio Grande ne doit pas être réduit à une fausse dichotomie entre exploitation économique et préservation environnementale. La véritable question stratégique est autre :

Comment transformer la richesse maritime brésilienne en instrument de souveraineté énergétique, de prospérité technologique et de projection internationale ?

Cet article défend une thèse centrale :

L'Amazonie Bleue tend à devenir le principal centre de gravité énergétique, géoéconomique et stratégique du Brésil au XXI^e siècle, exigeant une profonde transformation de la manière dont le pays conçoit sa souveraineté, sa défense et ses partenariats internationaux.

Dans ce contexte, une coopération pragmatique entre le Brésil et la France dans l'Atlantique Sud — souvent négligée — pourrait émerger comme un axe d'intérêt mutuel particulièrement prometteur.

Car, au XXI^e siècle, la lutte pour le pouvoir ne se déroulera pas seulement sur des territoires visibles, mais aussi sur les eaux profondes, les minerais invisibles, les routes maritimes et les infrastructures énergétiques sous-marines.

Et le Brésil se trouve déjà au cœur de cette transformation.

Introduction

Le paradoxe stratégique brésilien

Le débat international sur le Brésil semble s'être concentré, ces dernières décennies, sur un seul point d'attention : la forêt amazonienne.

Déforestation, biodiversité, peuples indigènes, changements climatiques et gouvernance environnementale sont devenus le principal prisme à travers lequel les acteurs internationaux observent le pays. Dans de nombreux cercles diplomatiques et médiatiques, le Brésil est presque devenu synonyme d'Amazonie terrestre.

Cette centralité est compréhensible. La forêt amazonienne possède une pertinence environnementale, climatique et géopolitique incontestable.

Mais elle a également créé une sorte d'angle mort stratégique.

En concentrant presque toute l'attention nationale et internationale sur la dimension continentale du territoire brésilien, on a relégué au second plan une autre frontière tout aussi décisive pour l'avenir du pays : l'espace maritime brésilien.

Il existe pourtant une seconde Amazonie.

Moins visible.

Moins débattue.

Mais potentiellement encore plus déterminante pour la souveraineté nationale dans les prochaines décennies.

L'Amazonie Bleue.

Créé par la Marine brésilienne au début des années 2000, le concept vise à attirer l'attention sur la dimension stratégique du territoire maritime brésilien — composé de la mer territoriale, de la Zone Économique Exclusive (ZEE) et des extensions de la plateforme continentale reconnues ou revendiquées au niveau international.

Il ne s'agit pas d'une simple métaphore géographique.

L'expression traduit une réalité géopolitique profonde : le Brésil ne peut plus être compris uniquement comme une puissance continentale ; il doit commencer à se reconnaître comme une puissance maritime émergente.

Ce changement de perception est plus urgent qu'il n'y paraît.

En effet, environ 95 % du commerce extérieur brésilien transite par la mer. Une grande partie de l'infrastructure numérique nationale dépend de câbles sous-marins. Près de 95 % de la production nationale de pétrole et de gaz naturel se fait déjà offshore. Des ressources minérales critiques se trouvent dans les zones profondes de l'Atlantique Sud. De nouvelles frontières énergétiques émergent sur la Marge Équatoriale. Le potentiel éolien offshore croît rapidement.

En d'autres termes : le Brésil dépend déjà profondément de la mer, même s'il ne pense pas encore stratégiquement comme une nation maritime.

Ce paradoxe explique en partie les hésitations nationales face à des débats fondamentaux.

La controverse sur l'exploration de la Marge Équatoriale, par exemple, est souvent traitée comme un conflit simplifié entre préservation environnementale et développement économique. Or, la question est substantiellement plus complexe.

Ce qui est en jeu n'est pas seulement l'autorisation d'un puits exploratoire.

Le véritable débat soulève des questions bien plus profondes :

Quelle sera la position du Brésil dans la géopolitique énergétique du XXI^e siècle ?

Comment garantir l'autonomie stratégique face à la compétition mondiale pour les minerais critiques ?

Quel rôle l'Atlantique Sud jouera-t-il dans la sécurité économique nationale ?

Le Brésil sera-t-il protagoniste ou spectateur de la course aux ressources offshore ?

Dans un certain sens, le pays vit aujourd'hui une situation comparable à celle d'autres puissances maritimes à des moments décisifs de leur histoire.

La Norvège a compris, au XX^e siècle, que la mer du Nord pouvait redéfinir sa trajectoire économique. Le Japon, malgré ses limitations territoriales, intensifie ses investissements dans la minéralogie sous-marine pour réduire sa dépendance

aux minerais critiques. La Chine élargit systématiquement sa présence maritime et technologique dans l'Indo-Pacifique et au-delà.

Le Brésil, pour sa part, se trouve face à un territoire maritime immense, riche et encore relativement sous-exploré.

Mais la richesse potentielle ne produit pas automatiquement du pouvoir.

Sans stratégie, les ressources naturelles ne deviennent que des actifs endormis. Sans capacité technologique, sans surveillance maritime et sans planification à long terme, les avantages géographiques peuvent se transformer en vulnérabilités.

La question centrale n'est donc pas seulement énergétique. Elle est civilisationnelle.

Le Brésil doit décider s'il continuera à penser sa souveraineté selon les paradigmes territoriaux du XXe siècle — excessivement tournés vers l'intérieur continental — ou s'il acceptera une transformation intellectuelle plus profonde : le XXIe siècle brésilien pourrait être défini moins par l'expansion territoriale que par la projection maritime.

L'Amazonie Bleue ne constitue pas seulement une nouvelle frontière économique.

Elle représente une nouvelle frontière mentale.

Peut-être que le véritable avenir énergétique du Brésil ne se trouve pas seulement sous la forêt.

Peut-être se trouve-t-il surtout sous la mer.

I — L'Amazonie Bleue : la frontière invisible de la puissance brésilienne

Pendant la plus grande partie de l'histoire républicaine, la géographie stratégique brésilienne a été pensée selon une logique essentiellement terrestre.

L'imaginaire national s'est construit autour de concepts tels que l'intériorisation, l'intégration territoriale, l'occupation des frontières, le développement du

Centre-Ouest et la protection de l'Amazonie continentale. Le projet géopolitique brésilien du XXe siècle lui-même — fortement influencé par des auteurs comme Golbery do Couto e Silva ou Mário Travassos — possédait une forte orientation continentale.

Cette vision, bien que compréhensible historiquement, est devenue progressivement incomplète.

Le Brésil du XXIe siècle ne peut plus être analysé uniquement par sa masse terrestre.

Sa projection de puissance passe de plus en plus par la mer.

L'Amazonie Bleue, concept développé par la Marine brésilienne en 2004, désigne précisément cette dimension maritime élargie de la souveraineté nationale.

Sa taille impressionne.

Actuellement, l'espace maritime brésilien couvre environ 5,7 millions de km² et pourrait encore s'étendre davantage au fur et à mesure que les nouvelles revendications de la plateforme continentale progressent auprès de la Commission des limites du plateau continental (CLPC) des Nations unies.

En termes comparatifs, il s'agit d'une superficie supérieure à celle de l'Amazonie verte et équivalente à environ deux tiers du territoire continental brésilien.

Il ne s'agit donc pas d'un espace marginal.

Il s'agit d'une véritable extension stratégique du territoire national.

Cependant, malgré son ampleur, l'Amazonie Bleue reste relativement absente de la conscience collective brésilienne.

Un paradoxe émerge.

Tandis que le pays discute intensément de ses routes, de ses barrages hydroélectriques, de son agriculture et de la déforestation, peu d'attention

publique est accordée au fait que le fonctionnement quotidien de l'économie nationale dépend déjà profondément de l'Atlantique.

Près de 95 % du commerce extérieur brésilien circule par voies maritimes.
Plus de 99 % du flux international de données numériques dépend de câbles sous-marins.

Une grande partie de la production de pétrole et de gaz se trouve offshore.
Les infrastructures critiques énergétiques, financières et de télécommunications sont de plus en plus connectées à l'environnement maritime.

En d'autres termes : l'Atlantique Sud est devenu une infrastructure invisible de la souveraineté brésilienne.

Et, comme toute infrastructure stratégique invisible, son importance n'est généralement perçue que lorsqu'elle est menacée.

II — Le déplacement énergétique offshore du Brésil

La mer comme nouveau centre de gravité de la souveraineté nationale

Si l'Amazonie Bleue constitue la nouvelle frontière invisible de la puissance brésilienne, son importance stratégique trouve dans l'énergie son expression la plus concrète.

Une transformation silencieuse est déjà en cours.

Le centre de gravité énergétique du Brésil se déplace progressivement du continent vers l'océan.

Bien que l'imaginaire politique national reste encore fortement associé aux grands barrages hydroélectriques, aux champs agricoles et aux ressources terrestres, la réalité matérielle du système énergétique brésilien est devenue de plus en plus maritime.

Ce déplacement n'est pas seulement économique.
Il est géopolitique.

Et il peut redéfinir profondément la position internationale du Brésil dans les prochaines décennies.

Car, au XXI^e siècle, l'énergie ne signifie pas seulement l'approvisionnement.

L'énergie signifie :

- autonomie stratégique ;
- capacité industrielle ;
- influence diplomatique ;
- sécurité nationale ;
- compétitivité technologique.

Dans ce contexte, l'Amazonie Bleue émerge comme l'un des plus grands actifs énergétiques de la planète encore partiellement sous-estimés.

Le pré-sal et la consolidation de la puissance énergétique offshore

Peu de transformations économiques ont autant modifié le Brésil contemporain que la découverte du pré-sal.

Lorsque les premiers indices de grandes réserves offshore sont apparus, de nombreux analystes internationaux ont fait preuve de scepticisme. La profondeur extrême, les coûts technologiques et la complexité géologique ont conduit plusieurs observateurs à questionner sa viabilité économique.

La réalité a démontré le contraire.

La combinaison d'innovations technologiques, de gains de productivité et d'expertise opérationnelle a transformé le Brésil en l'une des références mondiales de l'exploration offshore en eaux profondes.

Aujourd'hui, environ 95 % de la production brésilienne de pétrole et de gaz se fait en mer.

Cette donnée, souvent citée mais rarement pleinement prise en compte politiquement, possède des implications structurelles.

Elle signifie que le Brésil a cessé d'être uniquement un producteur terrestre d'énergie.

Dans la pratique : le pays est devenu une puissance énergétique maritime.

Cette transformation est d'autant plus pertinente qu'elle survient à une période d'instabilité géopolitique croissante.

Les guerres, les sanctions économiques, les tensions commerciales et les réorganisations des chaînes d'approvisionnement mondiales ont démontré une réalité souvent oubliée : les pays énergétiquement fragiles deviennent politiquement vulnérables.

La crise énergétique européenne après 2022 en a été un exemple éloquent.

Des nations hautement industrialisées ont découvert brutalement les risques liés à une dépendance excessive vis-à-vis de fournisseurs extérieurs.

Pour le Brésil, l'existence de ressources offshore abondantes représente donc non seulement une opportunité économique, mais une forme de protection stratégique.

La capacité de contrôler sa propre matrice énergétique tend à élargir ses marges de manœuvre diplomatique, à réduire les vulnérabilités extérieures et à renforcer l'autonomie nationale.

C'est précisément à ce stade que le débat brésilien devient souvent excessivement simplifié.

Pendant des années s'est imposée une fausse opposition : pétrole versus transition énergétique.

Cette dichotomie ignore la réalité internationale.

Même dans des scénarios accélérés de décarbonation, les hydrocarbures continueront à jouer un rôle central pendant des décennies — notamment pour la pétrochimie, les engrais, le transport maritime, l'aviation, la défense et la sécurité industrielle.

Plus important encore : la transition énergétique elle-même dépend intensément d'une énergie abondante et relativement bon marché.

Paradoxalement : la transition énergétique mondiale augmente, dans de nombreux cas, l'importance géopolitique des producteurs efficaces d'énergie.

Dans ce contexte, le pétrole offshore brésilien présente un avantage significatif.

Comparativement, les champs du pré-sal possèdent une haute productivité et des coûts relativement compétitifs par baril, ce qui renforce leur résilience économique même dans des scénarios de régulation climatique plus stricte.

Cela ne signifie pas défendre une exploitation sans limites ou l'absence de critères environnementaux.

Cela signifie reconnaître une réalité stratégique : la souveraineté énergétique n'est pas incompatible avec la responsabilité environnementale.

Au contraire.

Un pays souverain est précisément celui qui est capable de définir, sur la base de ses intérêts nationaux et de données scientifiques, quelles ressources exploiter, dans quelles conditions et avec quelles garanties technologiques.

La Marge Équatoriale : la nouvelle frontière énergétique brésilienne

Si le pré-sal a consolidé le Brésil comme puissance offshore, la Marge Équatoriale pourrait redéfinir la prochaine étape de l'histoire énergétique nationale.

Peu de régions concentrent aujourd'hui un tel potentiel économique et une telle controverse politique simultanément.

S'étendant de la côte de l'Amapá au Rio Grande do Norte, la Marge Équatoriale comprend plusieurs bassins sédimentaires considérés comme hautement prometteurs :

- Foz do Amazonas ;

- Pará-Maranhão ;
- Barreirinhas ;
- Ceará ;
- Potiguar.

Il s'agit d'une vaste frontière exploratoire encore relativement peu développée par rapport au pré-sal du Sud-Est.

Son potentiel provient surtout de similarités géologiques avec des régions déjà hautement productives de la côte africaine, notamment en Guyane, au Suriname et dans le golfe de Guinée.

Les récents succès exploratoires sur la côte guyanaise sont devenus un cas emblématique.

En quelques années, un petit pays sud-américain s'est transformé en l'une des économies à la croissance la plus rapide du monde grâce aux découvertes offshore.

Le cas guyanais offre au Brésil une double leçon.

D'un côté : il montre le potentiel transformateur des ressources maritimes bien exploitées.

De l'autre : il sert d'alerte sur les risques d'une absence de planification stratégique, de la capture politique des revenus pétroliers et d'une dépendance excessive à un seul secteur.

La question brésilienne, cependant, est d'une échelle bien supérieure.

La Marge Équatoriale pourrait représenter quelque chose de comparable à ce que la mer du Nord a représenté pour la Norvège : un instrument à la fois de prospérité, de capacité technologique et de renforcement géopolitique.

Cette hypothèse rencontre toutefois des résistances.

Le débat national se présente souvent en termes binaires.

D'un côté, les défenseurs d'une exploration immédiate invoquent la souveraineté, l'emploi et la croissance économique.

De l'autre, les secteurs environnementalistes mettent en garde contre les risques écologiques, notamment en raison de la proximité relative des écosystèmes amazoniens sensibles.

Les deux côtés expriment des préoccupations légitimes.

Mais la polarisation simplifie excessivement un problème bien plus complexe.

La véritable question stratégique ne devrait pas être :
explorer ou ne pas explorer ?

Mais plutôt : comment explorer de manière souveraine, technologique et environnementale ?

La différence entre ces deux questions est profonde.

Elle déplace le débat du champ idéologique vers celui de la gouvernance stratégique.

Le Brésil possède la capacité technique pour établir des normes extrêmement rigoureuses de suivi, de sécurité opérationnelle et de mitigation environnementale.

Il peut — et peut-être doit — transformer la Marge Équatoriale en un laboratoire international d'exploration offshore responsable.

Cela exigerait :

- transparence scientifique ;
- contrôle robuste ;
- intégration technologique ;
- coopération académique ;
- protocoles environnementaux de pointe.

Mais cela exigerait aussi quelque chose souvent absent du débat : une vision à long terme.

Car les ressources énergétiques ne sont pas seulement des actifs financiers. Elles façonnent les trajectoires nationales.

L'histoire économique le démontre à répétition : les pays qui ont utilisé leurs ressources naturelles pour développer la technologie, l'éducation, la défense et la capacité industrielle ont prospéré.

Ceux qui se sont limités à l'exportation primaire sont souvent restés vulnérables.

La question essentielle n'est donc pas seulement d'extraire du pétrole. C'est de transformer la richesse énergétique en capacité nationale.

La nouvelle géopolitique de l'énergie

L'importance de l'Amazonie Bleue doit encore être comprise à la lumière d'une transformation internationale plus large.

Le système énergétique mondial est en transition.

Mais cette transition ne signifie pas une simple substitution.

Elle signifie diversification, compétition et réorganisation.

Dans le nouveau contexte international, pétrole, gaz, minerais critiques, énergie renouvelable et technologies maritimes coexisteront simultanément.

Le résultat probable ne sera pas un monde « post-pétrole », mais un monde énergétiquement plus complexe.

Dans ce scénario, les États capables de combiner :

- hydrocarbures compétitifs ;
- minerais stratégiques ;
- innovation technologique ;
- énergies renouvelables ;

tendent à acquérir des avantages structurels.

Peu de pays possèdent un potentiel comparable à celui du Brésil.

L'Amazonie Bleue offre simultanément :

- pétrole offshore ;
- gaz naturel ;
- minerais critiques ;

- énergie éolienne maritime ;
- potentiel d'hydrogène vert ;
- routes logistiques stratégiques.

Le défi n'est donc pas géographique.

Le défi est politique.

Car aucune richesse naturelle ne remplace la stratégie.

Et aucun avantage géographique ne garantit automatiquement le pouvoir.

Le Brésil possède déjà la géographie.

Reste à décider s'il possédera aussi la vision stratégique nécessaire.

Car l'avenir énergétique brésilien est peut-être déjà écrit dans les eaux profondes de l'Atlantique Sud — même si une partie du pays continue encore de regarder uniquement vers l'intérieur continental.

III — Les minerais critiques, la géopolitique des abysses et le réveil maritime brésilien

Si le pétrole offshore représente le fondement énergétique de l'Amazonie Bleue, les ressources minérales des fonds marins pourraient constituer sa dimension la plus stratégique à long terme.

Le XXI^e siècle ne sera pas seulement marqué par la dispute pour les hydrocarbures.

Il sera également défini par la compétition internationale pour les minerais critiques.

Terres rares, cobalt, nickel, manganèse, cuivre, graphite et tellure sont devenus des éléments indispensables pour :

- batteries ;
- semi-conducteurs ;
- intelligence artificielle ;
- satellites ;
- -défense ;
- turbines éoliennes ;

- systèmes navals ;
- véhicules électriques ;
- infrastructure numérique.

Paradoxalement : la transition énergétique mondiale a inauguré une nouvelle course géopolitique aux ressources minérales.

Dans un certain sens, le monde remplace progressivement la géopolitique classique du pétrole par une géopolitique hybride : pétrole + minerais stratégiques + technologie.

Dans ce scénario, les fonds océaniques sont devenus une nouvelle frontière de pouvoir.

Et peu de pays possèdent un potentiel comparable à celui du Brésil.

La géopolitique des abysses

Pendant la plus grande partie de l'histoire moderne, le fond des mers est resté un territoire économiquement inaccessible.

La profondeur extrême, les coûts technologiques et les limites scientifiques transformaient les océans profonds en espaces pratiquement inaccessibles.

Cela a changé.

Les progrès de la robotique, de la cartographie sous-marine, de l'intelligence artificielle et de l'ingénierie océanique modifient profondément les possibilités d'exploration.

Aujourd'hui, ce qui semblait relever de la science-fiction devient rapidement un objet de compétition stratégique.

Une nouvelle géopolitique émerge : la géopolitique des abysses.

Il ne s'agit pas seulement de ressources.
Mais de souveraineté technologique.

Celui qui dominera :

- la robotique sous-marine ;
- la minéralogie profonde ;
- la cartographie océanique ;
- la logistique offshore ;
- les chaînes industrielles minérales ;

acquerra des avantages stratégiques significatifs.

La Chine l'a compris tôt.

Pékin investit massivement dans les technologies océaniques profondes et a fortement élargi ses capacités d'exploration maritime.

Les États-Unis accélèrent leurs politiques de sécurité minérale.

L'Union européenne cherche à réduire ses dépendances extérieures.

Le Japon — fortement dépendant des importations minérales — est devenu particulièrement actif.

Le cas japonais offre une leçon pertinente pour le Brésil.

Sous la direction de la Première ministre Sanae Takaichi, Tokyo a intensifié les investissements dans la minéralogie des grands fonds comme instrument de sécurité économique.

La logique est simple : les pays technologiquement avancés ne peuvent pas rester excessivement dépendants de chaînes minérales contrôlées par des rivaux stratégiques.

Le projet japonais à Minamitorishima, soutenu par une recherche océanique avancée et une coopération technologique avec les États-Unis, vise précisément à réduire les vulnérabilités liées à la domination chinoise sur les terres rares.

La leçon japonaise ne consiste pas nécessairement à copier intégralement son modèle, mais à comprendre quelque chose de fondamental : les grandes puissances traitent déjà les fonds océaniques comme des actifs stratégiques du XXI^e siècle.

Le Brésil ne semble pas encore avoir pleinement internalisé ce changement.

L'Élévation du Rio Grande : un trésor submergé

Peu de Brésiliens ont entendu parler de l'Élévation du Rio Grande (ERG). Et pourtant, elle pourrait représenter l'un des actifs géoéconomiques les plus importants de l'avenir national.

Située entre environ 1 100 et 1 200 kilomètres de la côte sud-est brésilienne, l'ERG consiste en une vaste structure sous-marine dans l'Atlantique Sud, souvent comparée en superficie à l'Espagne.

Des études menées par des institutions brésiliennes ont identifié des indices significatifs de :

- cobalt ;
- nickel ;
- manganèse ;
- terres rares ;
- tellure ;

éléments critiques pour les hautes technologies.

En d'autres termes : des minerais essentiels pour l'économie du XXI^e siècle.

L'importance de ces ressources dépasse largement le secteur énergétique.

Sans eux, il devient extrêmement difficile de produire :

- batteries avancées ;
- radars ;
- systèmes militaires ;
- technologies spatiales ;
- turbines offshore ;
- équipements électroniques sophistiqués.

En ce sens : les minerais critiques sont le pétrole technologique du XXI^e siècle.

La question devient encore plus pertinente face à l'utilisation politique croissante des chaînes minérales.

Une dépendance excessive vis-à-vis d'un nombre limité de fournisseurs — surtout dans des contextes de rivalité stratégique — peut rapidement se transformer en vulnérabilité nationale.

L'expérience récente a montré que les chaînes d'approvisionnement sont de plus en plus des instruments de pouvoir.

Les pays exportateurs peuvent restreindre l'accès.

Les crises géopolitiques peuvent interrompre les flux.

Les sanctions peuvent bouleverser des marchés entiers.

Ainsi : garantir l'accès aux minerais stratégiques est devenu partie intégrante de la définition contemporaine de la souveraineté.

Le Brésil possède un avantage rare.

Il dispose simultanément de :

- un territoire vaste ;
- une base industrielle pertinente ;
- une connaissance scientifique ;
- une expérience offshore ;
- une tradition diplomatique maritime.

Mais le potentiel ne suffit pas.

La véritable différence entre opportunité et retard réside dans la capacité institutionnelle d'agir de manière anticipée.

Le risque de l'hésitation stratégique

Le Brésil présente souvent un schéma historique récurrent.

Il découvre des avantages stratégiques avant de développer pleinement les institutions capables d'en profiter.

Cela a été le cas, dans une certaine mesure, avec :

- l'industrialisation ;
- la technologie navale ;
- les semi-conducteurs ;
- la défense ;

- l'innovation.

L'Amazonie Bleue court un risque similaire.

Le pays fait encore face à des limitations importantes :

1. Capacité technologique limitée

Bien qu'il possède des institutions scientifiques pertinentes, le Brésil présente encore une dépendance technologique considérable dans les domaines clés de la minéralogie des grands fonds : robotique sous-marine, extraction profonde, véhicules autonomes océaniques, ingénierie abyssale.

Sans investissements robustes, il risque de reproduire un schéma connu : exporter des ressources brutes et importer des produits à haute valeur ajoutée.

2. Fragilité du financement stratégique

Les projets maritimes sont coûteux. Très coûteux.

Ils exigent des décennies, une recherche continue, une stabilité réglementaire et une coordination entre l'État, les universités et le secteur privé.

Sans continuité, ils deviennent vulnérables aux cycles politiques.

3. Débat public superficiel

Peut-être le plus grand problème est-il culturel.

Une grande partie de la population brésilienne ne pense tout simplement pas le pays comme une puissance maritime.

La mer reste distante de l'imaginaire collectif.

L'expression « Amazonie Bleue » elle-même est encore relativement peu connue.

Cela produit un paradoxe préoccupant : l'une des plus grandes transformations stratégiques de l'histoire brésilienne se produit presque invisiblement.

Aucune stratégie nationale solide ne peut exister sans une conscience publique minimale.

La Norvège a construit un consensus social autour de la mer du Nord.

Le Japon mobilise un récit de sécurité économique.

La France cultive une longue tradition maritime liée à la souveraineté.

Le Brésil semble encore osciller entre enthousiasme épisodique et négligence structurelle.

Le réveil maritime brésilien

Assumer la centralité stratégique de l'Amazone Bleue exigera plus que des investissements énergétiques.

Cela exigera une véritable mutation intellectuelle.

Le pays devra abandonner progressivement une mentalité excessivement continentale.

Cela ne signifie pas réduire l'importance de l'Amazone terrestre.

Cela signifie reconnaître quelque chose de nouveau : la souveraineté brésilienne est devenue à la fois continentale et maritime.

Cette transformation a des implications profondes.

Une puissance énergétique offshore doit :

- protéger ses plateformes ;
- surveiller les routes ;
- garantir la sécurité numérique ;
- protéger les câbles sous-marins ;
- développer la recherche océanique ;
- consolider sa présence navale.

L'Atlantique Sud tend à acquérir une importance croissante.

Bien que souvent perçu comme un espace périphérique de la politique internationale, il concentre :

- flux énergétiques ;
- minerais ;
- routes commerciales ;
- infrastructure numérique ;
- sécurité alimentaire ;
- projection militaire.

L'intensification des disputes mondiales tend à accroître sa pertinence.

Et cela exige un nouveau type de pensée stratégique brésilienne.

Une pensée moins prisonnière de la logique territoriale classique et plus attentive à la profondeur maritime.

Car une puissance énergétique offshore incapable de protéger sa dimension maritime reste structurellement vulnérable.

L'Amazone Bleue n'est pas seulement une richesse.

Elle est une responsabilité.

Et elle représente peut-être la plus grande opportunité stratégique brésilienne depuis la découverte même du pré-sal.

Mais aucune opportunité historique ne reste ouverte indéfiniment.

Les grandes fenêtres stratégiques favorisent généralement ceux qui agissent les premiers.

La question centrale devient donc historique : le Brésil reconnaîtra-t-il à temps sa vocation de puissance maritime ?

IV — Le facteur oublié : une coopération stratégique France–Brésil dans l'Atlantique Sud

Si l'Amazone Bleue redéfinit progressivement la géographie de la souveraineté brésilienne, une question supplémentaire se pose : qui pourra être le partenaire stratégique du Brésil dans cette transformation maritime ?

Le débat se concentre habituellement presque exclusivement sur les relations avec les grandes puissances traditionnelles — États-Unis, Chine ou, dans une moindre mesure, l'Union européenne en tant que bloc.

Cependant, une opportunité géopolitique souvent négligée reste relativement invisible dans le débat public : une coopération stratégique franco-brésilienne orientée par l'Atlantique Sud.

À première vue, l'hypothèse peut paraître contre-intuitive.

Pendant des décennies, la relation entre la France et le Brésil a oscillé entre rapprochements diplomatiques épisodiques, coopération scientifique et épisodes de tension — particulièrement sur les questions environnementales.

Mais cette lecture tend à ignorer une réalité géographique fondamentale : la France est également une puissance sud-atlantique.

La présence française en Amérique du Sud via la Guyane française transforme Paris en un acteur directement inséré dans l'environnement stratégique amazonien et atlantique de la région.

Peu de pays européens partagent une proximité territoriale aussi singulière avec le Brésil.

Cette réalité crée des possibilités rarement explorées de manière structurée.

La Guyane française : le lien géopolitique oublié

Souvent réduite à l'imaginaire d'un territoire ultramarin lointain, la Guyane française occupe une position stratégique extraordinaire.

Elle constitue à la fois :

- frontière terrestre avec le Brésil ;
- point avancé européen en Amérique du Sud ;
- plateforme spatiale ;
- espace amazonien ;
- territoire atlantique.

Dans un certain sens : la Guyane rend la France partiellement amazonienne et partiellement sud-atlantique.

Cette condition singulière modifie profondément les possibilités de coopération bilatérale.

La logique traditionnelle des relations France–Brésil est souvent restée excessivement diplomatique ou commerciale.

La coopération de l'avenir pourra être substantiellement plus stratégique.

Car les deux pays partagent des intérêts convergents dans plusieurs domaines :

- Sécurité maritime
- Protection des infrastructures critiques offshore.
- Surveillance des activités illicites.

- Sécurité des routes énergétiques.
- Protection des plateformes et actifs maritimes.

Recherche océanique et cartographie maritime

L'exploration durable de l'Amazonie Bleue exigera :

- océanographie avancée ;
- suivi climatique ;
- cartographie des fonds océaniques ;
- robotique sous-marine ;
- intelligence géologique.

La France dispose de capacités scientifiques maritimes pertinentes.

Le Brésil possède l'échelle territoriale et l'intérêt stratégique direct.

La convergence semble évidente.

Espace et technologies à double usage

La présence du Centre spatial guyanais à Kourou offre un potentiel supplémentaire.

Au XXI^e siècle, l'espace et la mer deviennent de plus en plus interdépendants.

Les satellites sont déjà indispensables pour :

- le suivi maritime ;
- la sécurité énergétique ;
- la protection des câbles sous-marins ;
- la surveillance océanique ;
- l'intelligence géospatiale.

Une coopération franco-brésilienne plus pragmatique pourrait explorer ces synergies.

Économie bleue et innovation technologique

Le développement de l'Amazonie Bleue ne dépendra pas seulement du pétrole.

Il exigera :

- intelligence artificielle ;
- drones maritimes ;
- capteurs ;
- technologies offshore ;
- suivi environnemental ;

- modélisation océanique.

Cet écosystème peut devenir un vecteur d'innovation industrielle.

Un partenariat de souveraineté — et non de dépendance

Une coopération stratégique mature exige une clarté conceptuelle.

Elle ne peut signifier ni dépendance ni alignement automatique.

Le contexte international démontre une évidence : les pays souverains coopèrent mieux lorsqu'ils ont des intérêts clairement définis.

Un partenariat France–Brésil dans l'Atlantique Sud n'aurait de sens que s'il est orienté par le pragmatisme et les bénéfices mutuels.

Cela signifie reconnaître les différences.

Sur certains sujets (commerce, environnement, agriculture, politique industrielle), les intérêts pourront diverger.

Mais les divergences n'annulent pas les convergences.

Au contraire.

Les relations stratégiques les plus solides naissent souvent précisément lorsque les acteurs apprennent à coopérer de manière sélective.

Dans ce contexte, l'Atlantique Sud peut fonctionner comme un espace de convergence pragmatique.

Au lieu de débats excessivement idéologiques, une agenda concrète pourrait émerger :

- surveillance maritime ;
- recherche océanique ;
- minerais critiques ;
- énergie offshore ;
- sécurité des infrastructures ;
- innovation technologique ;
- protection environnementale fondée sur la science.

Cette coopération possède encore une dimension géopolitique plus large.

Dans un système international de plus en plus fragmenté, les alliances flexibles et orientées par des projets concrets tendent à gagner en pertinence.

Ni alignement automatique.

Ni neutralité passive.

Mais : coopération stratégique orientée par des intérêts convergents.

L'Atlantique Sud reviendra-t-il au centre de l'échiquier géopolitique ?

Pendant une grande partie de l'après-Guerre froide, l'Atlantique Sud a souvent été perçu comme une région relativement périphérique.

Sans guerres ouvertes de grande ampleur.

Sans rivalités militaires comparables à celles de l'Indo-Pacifique.

Sans la centralité énergétique du Moyen-Orient.

Cette perception tend à devenir progressivement obsolète.

Le retour de la compétition entre grandes puissances, la quête de minerais critiques, la réorganisation des chaînes énergétiques et la croissance de l'économie maritime tendent à replacer l'Atlantique Sud sur la carte stratégique mondiale.

Plusieurs facteurs l'indiquent :

- croissance de l'importance de l'offshore ;
- dispute pour les minerais sous-marins ;
- expansion des infrastructures numériques océaniques ;
- vulnérabilité des câbles sous-marins ;
- routes énergétiques ;
- sécurité alimentaire maritime ;
- projection navale.

Le Brésil se trouve dans une position particulièrement singulière.

Il possède :

- un vaste territoire maritime ;
- une abondance énergétique ;
- une relative stabilité ;
- une position géographique privilégiée ;
- une capacité diplomatique reconnue.

Mais une position stratégique ne garantit pas automatiquement l'influence.
L'histoire internationale le démontre à répétition : les avantages géographiques doivent être convertis en stratégie.

Conclusion

Le réveil maritime du Brésil

Le XXI^e siècle pourrait représenter une inflexion historique pour le Brésil.

Pendant plus d'un siècle, l'imaginaire géopolitique national s'est concentré principalement sur l'intérieur continental.

La mer est souvent restée en arrière-plan.

Espace de passage.

Zone périphérique.

Frontière lointaine.

Cette logique ne correspond plus à la réalité.

L'Amazone Bleue s'est progressivement transformée en axe central de la souveraineté nationale.

Elle réunit simultanément :

- énergie ;
- commerce ;
- technologie ;
- communication ;
- minerais stratégiques ;
- défense ;
- projection internationale.

L'avenir énergétique du Brésil dépendra de plus en plus :

- de l'offshore ;
- de la Marge Équatoriale ;
- du pré-sal ;
- minerais profonds ;
- des énergies maritimes émergentes.

Mais la richesse ne suffit pas.

Le véritable différenciateur résidera dans la capacité de transformer les ressources en pouvoir national.

Cela exigera :

- une vision stratégique et une pensée au-delà des cycles électoraux ;
- un investissement scientifique ;
- la maîtrise des technologies océaniques critiques ;
- un renforcement institutionnel ;
- une coordination entre défense, industrie, science et diplomatie ;
- conscience maritime nationale.

Reconnaître que le Brésil n'est plus seulement une puissance continentale, mais aussi une puissance océanique.

Peut-être que la grande question brésilienne du XXI^e siècle n'est pas simplement : « comment protéger l'Amazonie ? »

Mais aussi : « comment gouverner stratégiquement l'Amazonie Bleue ? »

Car le véritable centre de gravité énergétique du pays se déplace silencieusement vers l'Atlantique.

Le Brésil se trouve face à un choix historique.

Il peut continuer à traiter sa dimension maritime comme une extension secondaire de son territoire national.

Ou il peut enfin reconnaître ce que sa propre géographie annonce déjà : le XXI^e siècle énergétique brésilien sera maritime — ou ne sera pas.

Par Antoine Bachelin Sena



Institut de l'Atlantique Sud

Pour la souveraineté, la géoéconomie et la coopération stratégique.